

**COMITÉ DE DISCIPLINE**  
**CHAMBRE DE L'ASSURANCE**  
**(ANCIENNEMENT CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES)**

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

No: 2025-07-01(C)

DATE : 18 décembre 2025

---

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
Mme Nathalie Boyer, courtier en assurance de dommages	Membre
Mme Catherine Plante, courtier en assurance de dommages des particuliers	Membre

---

**Me SANDRA ROBERTSON**, ès qualités de syndique adjointe de la Chambre de l'assurance

Partie plaignante

c.

**SÉBASTIEN GRIMARD-MOISAN**, courtier en assurance de dommages (4A)

Partie intimée

---

**DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION**

---

[1] Le 28 octobre 2025, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance se réunissait pour procéder à l'audition de la plainte numéro 2025-07-01(C);

[2] À cette occasion, la partie plaignante, Me Robertson, se représentait personnellement et, de son côté, l'intimé assurait seul sa défense;

[3] D'entrée de jeu, l'intimé a enregistré un plaidoyer de culpabilité à l'encontre de la plainte modifiée;

[4] Ce faisant, celui-ci fut reconnu coupable, séance tenante, des infractions reprochées à la plainte (modifiée);

[5] Cela dit, l'intimé fait l'objet d'une plainte modifiée qui se lit comme suit :

1. À Sainte-Marie et à Saint-Elzéar, entre le ou vers le 4 mars 2023 et le ou vers le 8 mai 2023, l'intimé n'a pas informé ni rendu compte à l'assuré É.L. :

- Que l'assureur Estrie Richelieu mettait fin à son contrat d'assurance N XXXXXXXX XX à compter du 25 avril 2023 ;

- Qu'il a entrepris unilatéralement des démarches auprès de plusieurs assureurs pour replacer le risque ;
- Que les assureurs contactés ont refusé de couvrir le risque ;

causant ainsi un découvert d'assurance entre le 25 avril 2023 et le 31 mai 2023, en contravention avec les articles 25, 37 (1) et 37 (4) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* ;

2. À Sainte-Marie et à Saint-Elzéar, le ou vers le 11 avril 2023, l'intimé a transmis à Promutuel Assurance, L'Unique assurance générales inc. et Intact Assurance des renseignements faux, trompeurs ou susceptibles d'induire en erreur dans le document « Assurance des entreprises — Soumission – Demande de prix » pour l'assuré É.L., soit :

- En répondant non à la question : « Un assureur a-t-il résilié, refusé, ou non renouvelé une assurance des entreprises au proposant au cours des 5 dernières années ? » ;
- En omettant de mettre à jour le sommaire des réclamations ;

en contravention avec les articles 9, 37 (1) et 37 (7) du *Code de déontologie des représentants en assurances de dommages* ;

3. À Sainte-Marie et à Saint-Elzéar, entre le ou vers le 17 avril 2023 et le ou vers le 24 avril 2023, l'intimé a été négligeant dans la tenue du dossier de l'assuré É.L., en omettant consigner les réponses obtenues des assureurs à la suite de ses démarches pour replacer le risque, en contravention avec les articles 2, 9 et 37 (1) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* et 21 du Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome ;

## I. Les faits

[6] Brièvement résumée, la preuve a permis d'établir :

- Que l'intimé avait fait défaut d'informer son client que l'assureur n'avait pas renouvelé son contrat d'assurance;
- Que l'intimé n'avait pas informé l'assuré de ses démarches pour replacer le risque, vu le refus des assureurs de couvrir le risque, créant ainsi un découvert d'assurance (chef 1);
- Que l'intimé, dans le cadre de ses tentatives de replacer le risque, a transmis des renseignements faux en omettant de préciser que l'assurance précédente n'avait pas été renouvelée et en faisant défaut de mettre à jour le sommaire des réclamations (chef 2);
- Que l'intimé avait été négligent dans sa tenue de dossiers en omettant de consigner les réponses obtenues des assureurs à la suite de ses démarches visant à replacer le risque (chef 3);

[7] La preuve a également permis d'établir qu'au moment des infractions reprochées, l'intimé avait à peine deux (2) ans et quatre (4) mois d'expérience;

[8] De plus, l'intimé n'était pas animé d'une intention malveillante, mais simplement négligent;

[9] En outre, il regrette ses faits et gestes et ne possède pas d'antécédents disciplinaires;

## **II. Recommandations communes**

[10] Me Robertson suggère, conjointement avec l'intimé, d'imposer à ce dernier les sanctions suivantes :

Chef 1 : une radiation temporaire de 30 jours

Chef 2 : une radiation temporaire de 30 jours

Chef 3 : une amende de 2 500 \$

[11] À cela s'ajoutera la publication d'un avis de radiation et une condamnation au paiement de tous les déboursés;

[12] Finalement, l'intimé bénéficiera d'un délai de paiement de 12 mois;

[13] Ces recommandations tiennent compte des facteurs suivants :

### Facteurs liés à l'intimé :

- Il est âgé de 33 ans;
- Au moment des infractions, il avait environ deux (2) ans et quatre (4) mois d'expérience dans l'industrie de l'assurance de dommages;
- Il n'a pas d'antécédents disciplinaires;
- Il a plaidé coupable aux trois (3) chefs visés par la plainte disciplinaire;
- Il n'avait pas d'intention malveillante;
- L'intimé a exprimé son repentir et ses regrets;
- Il n'a pas retiré de bénéfice financier des infractions;

### Facteurs liés aux infractions

- Les chefs 1 et 2 sont graves et ils sont au cœur de la profession;

- Au niveau du chef 3, l'absence de notes en lien avec les réponses obtenues des assureurs a eu un impact sur les courtières qui ont repris le dossier de l'assuré E.L., car elles ont dû faire des démarches pour comprendre la situation du dossier;
- L'intimé a été négligent;
- La durée de l'infraction, soit environ deux (2) mois;
- Un acte isolé, un seul client;
- Découvert d'assurance pendant 35 jours;

[14] D'autre part, ces sanctions s'appuient sur les précédents jurisprudentiels suivants :

Pour le chef 1 :

- *Chambre de l'assurance de dommages c. Desjardins*, 2023 CanLII 18474 (QC CDCHAD)
- *Chambre de l'assurance de dommages c. René*, 2023 CanLII 128101 (QC CDCHAD)
- *Chambre de l'assurance de dommages c. Lemieux*, 2022 CanLII 117391 (QC CDCHAD)
- *Chambre de l'assurance de dommages c. Gobeil*, 2022 CanLII 109372 (QC CDCHAD)
- *Chambre de l'assurance de dommages c. Comtois*, 2022 CanLII 113631 (QC CDCHAD)

Pour le chef 2 :

- *Chambre de l'assurance de dommages c. René*, 2023 CanLII 128101 (QC CDCHAD)
- *Chambre de l'assurance de dommages c. Gobeil*, 2022 CanLII 109372 (QC CDCHAD)
- *Chambre de l'assurance de dommages c. Comtois*, 2022 CanLII 113631 (QC CDCHAD)
- *Chambre de l'assurance de dommages c. D'Anjou*, 2020 CanLII 55841 (QC CDCHAD)

Pour le chef 3 :

- *Chambre de l'assurance de dommages c. René*, 2023 CanLII 128101 (QC CDCHAD)
- *Chambre de l'assurance de dommages c. Gobeil*, 2022 CanLII 109372 (QC CDCHAD)
- *Chambre de l'assurance de dommages c. Comtois*, 2022 CanLII 113631 (QC CDCHAD)

[15] En conclusion, les parties demandent au Comité d'entériner leur suggestion commune;

### III. Analyse et décision

[16] La jurisprudence<sup>1</sup> enseigne que le rôle du Comité se limite à vérifier si la recommandation commune déconsidère la justice ou est contraire à l'intérêt public<sup>2</sup>;

[17] Le Comité n'est pas autorisé à s'interroger sur ce qui devrait être la sanction appropriée, il ne peut non plus jauger la sévérité ou la clémence de la sanction<sup>3</sup>; Cela dit, le Comité considère que les sanctions suggérées reflètent adéquatement l'ensemble des facteurs aggravants et atténuants propres au dossier de l'intimé;

[18] De surcroît, la sanction proposée assure la protection du public sans punir outre mesure l'intimé;

[19] Pour l'ensemble de ces motifs, le Comité conclut qu'il y a lieu d'entériner, sans réserve, la recommandation commune présentée par les parties.

### PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

**AUTORISE** le dépôt d'une plainte modifiée;

**PREND** acte du plaidoyer de culpabilité de l'intimé;

**DÉCLARE** l'intimé coupable des infractions reprochées et plus particulièrement comme suit :

**Chef 1 :** pour avoir contrevenu à l'article 25 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (R.L.R.Q., c. D-9.2, r.5);

---

<sup>1</sup> *Gaudy c. Chiropraticiens (Ordre professionnel des)*, 2023 QCTP 48 (CanLII);

<sup>2</sup> *Ibid*, par. 10;

<sup>3</sup> *Notaires (Ordre professionnel des) c. Génier*, 2019 QCTP 79 (CanLII) par. 20 et 27;

**Chef 2 :** pour avoir contrevenu à l'article 37(1) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (R.L.R.Q., c. D-9.2, r.5);

**Chef 3 :** pour avoir contrevenu à l'article 37(1) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (R.L.R.Q., c. D-9.2, r.5);

**PRONONCE** un arrêt conditionnel des procédures à l'égard des autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien de la plainte;

**IMPOSE** à l'intimé les sanctions suivantes :

**Chef 1 :** une radiation temporaire de 30 jours

**Chef 2 :** une radiation temporaire de 30 jours

**Chef 3 :** une amende de 2 500 \$

**DÉCLARE** que les périodes de radiation imposées sur les chefs 1 et 2 seront purgées de façon concurrente, pour un total de 30 jours;

**ORDONNE** la publication d'un avis de radiation dans le *Journal de Québec*, le tout aux frais de l'intimé;

**CONDAMNE** l'intimé au paiement de tous les déboursés incluant les frais de publication de l'avis de radiation;

**ACCORDE** à l'intimé un délai de 12 mois pour acquitter le montant des amendes et des déboursés et des frais de publication, le tout calculé à compter du 31<sup>e</sup> jour suivant la signification de la présente décision.

---

Me Patrick de Niverville, avocat  
Président

---

Mme Nathalie Boyer, courtier en assurance  
de dommages  
Membre

---

Mme Catherine Plante, courtier en  
assurance de dommages des particuliers  
Membre

Me Sandra Robertson (personnellement)  
Partie plaignante

M. Sébastien Grimard-Moisan (se représentant seul)  
Partie intimée

Date d'audience : 28 octobre 2025